



Communiqué du 15 septembre 2025

## **NON AUX COUPES DANGEREUSES DANS L'AIDE ET LA PRÉVENTION DES ADDICTIONS: UNE PÉTITION EST DÉPOSÉE AVEC PRÈS DE 10'000 SIGNATURES**

Les mesures d'économies décidées par le Conseil fédéral et le Parlement conduisent à des coupes massives dans les politiques addictions de la Confédération. Face aux défis croissants, ces décisions sont irresponsables. Toute réduction dans le domaine des addictions entraîne une aggravation des problèmes et des coûts qui dépasseront largement les économies réalisées. Les organisations suisses spécialisées dans les addictions ont déposé aujourd'hui une [pétition nationale](#) avec 9'152 signatures contre les coupes dans le domaine des addictions. La population civile et de nombreuses personnes concernées se prononcent en faveur d'une prévention des addictions forte.

En Suisse, on estime aujourd'hui que 250'000 personnes vivent avec une dépendance à l'alcool et plusieurs dizaines de milliers consomment quotidiennement des drogues illégales. La consommation de substances cause plus de 11'000 décès évitables par année. Environ 300'000 personnes ont un problème lié aux jeux d'argent. Le coût social des addictions est d'environ 8 milliards de francs par année, supportés par la collectivité.

### **Baisse des dépenses rime avec augmentation des coûts**

La prévention et l'aide aux addictions réduisent de manière prouvée la souffrance et les coûts: selon une étude, chaque franc investi dans la prévention alcool permet d'économiser 23 francs de coûts indirects ; dans le domaine du tabac, c'est même 41 francs ([Jeanrenaud, 2010](#)). Malgré cela, la Confédération a décidé de supprimer un quart

de son budget dédié à la prévention des addictions et des maladies non transmissibles (MNT) ; d'autres coupes pour les années suivantes sont à prévoir. En outre, les projets de prévention subventionnés par la Confédération et menés par des organisations spécialisées ne seront dans la majorité des cas plus financés qu'à hauteur de 50 %. En l'absence d'alternatives de financement, cela pourrait signifier la fin de nombreux projets couronnés de succès, tels que le Dry January ou la journée d'action sur l'alcool. Cela conduira inévitablement à plus de problèmes d'addiction, plus de souffrance chez les personnes concernées et leurs proches ainsi qu'à des coûts économiques plus élevés.

Le monitoring doit aussi être fortement réduit en raison des coupes et interrompu dans le secteur des jeux d'argent et de hasard. Il manquera ainsi dans le domaine des addictions des informations importantes sur l'ampleur des problèmes et l'apparition de nouveaux phénomènes d'addiction. La prévention des addictions devient ainsi un exercice à l'aveugle, ce qui limite encore les possibilités et nous prive d'un système d'alerte pour les nouveaux développements.

### **Crise du crack, menace du fentanyl et autres défis – agir maintenant**

De manière générale, la santé psychique des jeunes se détériore, les prévalences de consommation stagnent ou augmentent même selon la substance et l'âge, et de nouveaux produits – légaux et illégaux – arrivent constamment sur le marché. Dans les addictions comportementales aussi, on observe une charge de problèmes croissante, renforcée par les applications numériques qui sont de plus en plus conçues de manière à favoriser la dépendance.

Par ailleurs, les villes et les professionnel·le·s des addictions sont confrontés à la crise du crack, un défi sans précédent depuis trente ans. S'ajoute l'éventuelle menace de l'arrivée d'opioïdes synthétiques sur le marché suisse (fentanyl et autres). Pour faire face à ces développements, il faut une stratégie préventive des addictions et les moyens financiers correspondants. Réduire dans ce domaine signifie perdre le contrôle et reporter les conséquences sur les personnes concernées et l'ensemble de la société.

Pour aborder les défis actuels, nous avons besoin d'une vision stratégique et d'objectifs de politique des addictions de la Confédération. Dans les années 1990, quand la Suisse traversait une grave crise liée à la consommation d'héroïne, le Conseil fédéral et l'administration se sont engagés et ont cherché des solutions ensemble avec les spécialistes sur le terrain, les chercheurs, les cantons et les villes. Cette approche coordonnée a permis l'émergence de la politique des quatre piliers et la maîtrise de la crise.

### **Un large soutien à la pétition**

Avec près de 10'000 signataires de la société civile, dont de nombreuses personnes concernées, la pétition montre l'urgence de la demande. C'est le plus mauvais moment pour couper dans le domaine de l'aide aux addictions et de la prévention. Au contraire: nous avons besoin d'un renforcement de la Stratégie nationale Addictions et d'une augmentation des moyens affectés à la lutte contre les addictions et le soutien aux personnes concernées. C'est seulement ainsi que nous pourrions éviter d'augmenter les dégâts et les coûts générés par les addictions.

## Contacts

Français:

- Camille Robert, Co-secrétaire générale du GREA, 078 891 39 41

Deutsch:

- Facia Marta Gamez, Co-Generalsekretärin Fachverband Sucht, 076 830 20 65
- Markus Meury, Mediensprecher Stiftung Sucht Schweiz, 021 321 29 63

Italiano:

- Marcello Cartolano, Presidente di Ticino Addiction, 076 423 78 44

